

Le rôle de la radio, 1940-1944

par Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, "Le rôle de la radio, 1940-1944", *Espoir* n°66, 1989

Au moment où le général de Gaulle lance à la radio de Londres l'appel du 18 juin, il y a plus d'un million de soldats français prisonniers, 7 millions de civils fuient sur les routes, les Allemands foncent vers la Méditerranée, le maréchal Pétain a demandé l'avant-veille un armistice. Dans ce désastre sans exemple, le désespoir collectif se traduit presque fatalement par un ralliement très large autour du vainqueur de Verdun.

Est-ce donc un appel dans le vide que lance alors de Gaulle ? Il faut ici rappeler ce qu'est la situation de la radio en France. Il existe 5 millions de postes déclarés, soit en réalité probablement 6 millions. La radiodiffusion nationale a été très décriée. Trop sérieuse pour les uns, trop vulgaire pour les autres, elle n'a pas réussi à trouver un style, ni à définir ce que pouvait être une propagande de guerre dans un contexte démocratique. Elle a fait beaucoup de bourrage de crâne. Sa crédibilité est incertaine.

Pendant toute la "drôle de guerre", la BBC a fait des émissions vers la France, mais il s'agissait de brèves émissions d'informations (10 minutes 6 fois par jour). Elles avaient réuni une certaine audience : en avril 1940, la BBC avait reçu 900 lettres d'auditeurs de France appréciant la véracité et l'absence de grandiloquence de cette radio alliée. Mais ce courrier se tarit totalement en juin et juillet 40. La montée des sentiments anti-anglais, puis le drame de Mers-el-Kébir donnent à Londres l'impression que la masse française rejette tout ce qui vient d'Angleterre.

Pendant toute la drôle de guerre, d'autre part, les émissions allemandes de Radio-Stuttgart ont été écoutées en France. Nous ignorons leur taux d'écoute. Je ne crois pas qu'il ait été très important, mais les autorités l'ont estimé considérable. De plus, les Allemands, à mesure de leur avance, se saisissent de Radio-Bruxelles, de Radio-Luxembourg, de Radio-Lille et en font largement usage. Les postes français cessent d'émettre les uns après les autres. Du 25 juin au début de juillet, il y a silence total des postes relevant du gouvernement du maréchal Pétain.

C'est donc non seulement dans un contexte politique dramatique, mais radiophonique tout à fait particulier qu'ont lieu les premiers appels du général de Gaulle. Les Français tournent le bouton de leurs radios dans tous les sens pour capter ce qui peut se dire ici ou là. Ainsi les premiers appels du Général ont été entendus souvent par raccroc, pourrait-on dire, par un public dispersé, mais qui fut toutefois assez nombreux pour qu'on ne puisse pas dire qu'ils furent ignorés.

Dès juin-juillet 1940, le gouvernement anglais décide de miser à fond sur la radio. Sans ce moyen de communication, que serait-il advenu d'un Général inconnu, isolé en terre étrangère ? Les Anglais sont convaincus que la propagande allemande a joué un grand rôle dans

l'effondrement français ; ils se voient sur le point d'être totalement exclus du continent européen (ils le sont militairement).

Au lendemain de Mers-el-Kébir, les relations diplomatiques sont rompues. Un rapport fait à la BBC le 8 juillet expose que "l'audience européenne peut facilement être perdue en quelques semaines, laissant le champ libre à la propagande allemande dont l'efficacité n'est plus à démontrer. Si on ne s'y emploie pas, Goebbels gagnera la guerre de propagande en Europe, le poids de la propagande anti-anglaise va être énorme, il faudra maîtrise et résolution dans l'usage de toutes les ressources britanniques de propagande pour créer une cinquième colonne efficace en France". Dès le premier jour, l'idée d'une cinquième colonne efficace en France existe donc dans la pensée des dirigeants anglais.

Le 7 juillet 1940, la BBC crée donc une grande émission française du soir : elle a une durée d'une 1/2 heure (de 20 h 30 à 21 h) ; elle est précédée d'1/4 d'heure d'informations en français soit un total de 3/4 d'heure. Elle est animée par Michel Saint-Denis, alias Jacques Duchesne, un rescapé de Dunkerque, homme de théâtre, neveu de Jacques Copeau. Parallèlement, Churchill au lendemain de Mers-el-Kébir donne l'ordre de tout faire pour aider le général de Gaulle à atteindre ses buts et notamment : "de lui donner chaque semaine des périodes d'émission vers la France qu'il puisse considérer et utiliser comme les siennes propres". Aux termes d'un accord conclu avec de Gaulle le 13 juillet, on lui concède 5 minutes par jour.

L'émission des 5 minutes de la France Libre commence le 18 juillet et de Gaulle désigne comme chargé de liaison auprès de la BBC un jeune journaliste politique de l'agence Havas, Maurice Schumann (auteur d'un remarquable commentaire radiodiffusé sur Mers-el-Kébir). Il sera le porte-parole de la France Libre pendant quatre ans.

La grande émission, celle qui allait mobiliser progressivement une audience formidable dans la zone occupée de la France, était cette émission du soir. Elle comprenait trois parties relevant d'autorités différentes : tout d'abord les nouvelles d'une durée moyenne de 10 minutes, rédigées par les Anglais et lues par des speakers français. Puis, les 5 minutes de la France Libre introduites par l'annonce Honneur et Patrie suivie de la formule habituelle "Voici le porte-parole des Français Libres" ou "le porte-parole de la France combattante".

Le général de Gaulle ne parlait que dans les grandes occasions (il vint soixante-sept fois au micro de la BBC s'adresser à la France). Schumann, lui, entre le 18 juillet 1940 et le 30 mai 1944 parla plus de mille fois. Plusieurs fois par semaine, il s'effaçait derrière d'autres orateurs de la France Libre, au début surtout des militaires, souvent des combattants anonymes, parfois aussi des responsables civils comme le professeur Cassin qui parla cent cinquante fois. A partir de 1942 s'adjoignirent à lui des représentants de la résistance intérieure venus à Londres. Lors de ses rares absences, Schumann fut remplacé en juin et juillet 1943 par Pierre Brossolette et à

l'automne 1943 par Pierre-Olivier Lapie.

Les émissions Honneur et Patrie faisaient partie de la souveraineté française, elles n'étaient pas soumises — en principe — à la censure britannique. S'il y avait contestation, ce qui arrivait, le cas était discuté de puissance à puissance, les cas les plus graves étant portés jusque devant de Gaulle et Churchill. Après les 5 minutes d'Honneur et Patrie, venait le programme français proprement dit intitulé "Les Français parlent aux Français". Ce programme était effectivement dirigé par un Français, Michel Saint-Denis alias Jacques Duchesne ; il était réalisé par une équipe de Français dont certains étaient engagés volontaires dans les Forces Françaises Libres, comme Jean Marin. Mais tous ne l'étaient pas, certains ayant refusé de s'y engager.

Si l'équipe des "Français parlent aux Français" était résolument patriote, pro-résistante, et enthousiaste pour l'action militaire de la France Libre, certains de ses membres dont Jacques Duchesne étaient réservés à l'égard de "la politique du général de Gaulle", déploraient ses conflits avec les Anglais, critiquaient sa raideur et ce qu'ils tenaient pour de l'autoritarisme. L'équipe des "Français parlent aux Français" n'était donc que partiellement une équipe gaulliste ; elle était très jalouse de son franc-parler, et très indépendante aussi bien à l'égard de Carlton Gardens, le quartier général français, qu'à l'égard des Anglais qui appelaient cette équipe les "very free french".

Ses membres étaient liés par contrat à la BBC et subordonnés au chef anglais de la section française qui était un journaliste francophile, remarquable d'intelligence et de compréhension, l'ancien correspondant du Morning Post à Paris, Gillie. L'équipe des "Français parlent aux Français" recevait des directives anglaises et était soumise à la censure anglaise. Seules les 5 minutes de Schumann et de la France Libre pouvaient être considérées comme exprimant la pensée des Français Libres et du mouvement.

La force saisissante de ces émissions tenait à un ensemble d'apports très originaux. En premier lieu, une vision politique, invariable et fondamentale, commune à Churchill et de Gaulle qui était : non à l'hitlérisme, la force des chars et de l'aviation a eu raison des armées françaises, mais la guerre n'est pas perdue. Il s'y ajoutait du côté de De Gaulle, le refus des armistices, et le refus de reconnaître la légitimité du gouvernement de Vichy ce qui allait à contre-courant de la majorité de l'opinion française de l'époque. L'essentiel était bien là : la France n'était pas sortie de la guerre, c'était donc la France en guerre qui s'exprimait sur les antennes de la BBC. La radio française de Londres allait jour après jour rappeler que des Français poursuivaient le combat sur tous les champs de bataille du monde.

Un second apport de la BBC était une certaine notion de l'usage d'une radio et d'une information démocratique, reflétant une conception libérale des rapports entre gouvernants et gouvernés. La BBC dans son ensemble (y compris les émissions en langue anglaise) n'était

soumise apparemment du moins, à aucune censure politique, mais seulement à une censure militaire de sécurité. Le doctrine était qu'il fallait dire dans toute la mesure du possible le vrai, et que d'ailleurs la meilleure propagande était celle qui était et qui apparaissait la plus sincère et la plus véridique. La BBC se refuse donc à l'optimisme de commande. Elle se veut honnête. Pierre Bourdan, extraordinaire commentateur politico-militaire, par la suite ministre de l'Information après la Libération, pouvait dire certains soirs que les nouvelles étaient mauvaises et trois jours plus tard que les nouvelles étaient très mauvaises. Cette attitude correspondait de plus à un réalisme très calculé des dirigeants politiques anglais et de l'Intelligence Service. Le colonel Buckmaster, futur chef des services anglais d'action en France, a écrit : "Nous avons besoin d'instaurer une confiance totale dans la BBC, afin que le moment venu les patriotes français acceptent sans question ni murmure toute directive qui serait lancée sur ses longueurs d'ondes". Je pense que c'était aussi le sentiment du général de Gaulle.

Un troisième apport de la BBC tenait au style qu'elle a élaboré. Il faut mettre à part le général de Gaulle qui a inventé un style radiophonique personnel qui s'est perfectionné (au départ sa diction était assez hachée) ; la force de ses allocutions a très vite impressionné. "Seul un soldat, a écrit Léon Blum, pouvait dicter avec cette force et cette autorité des devoirs aussi simples, simples comme le cri de la conscience". Le style de Maurice Schumann était extraordinaire : lyrique, grandiose, pathétique, inspiré, prophétique. De lui, Duhamel a dit : "Nous n'oublierons certes pas la voix familière de Maurice Schumann qui, si nous ressuscitons dans mille ans, nous rappellera encore nos espérances et nos angoisses pendant les saisons amères".

Les jeunes qui formaient l'équipe des "Français parlent aux Français" n'étaient pas des professionnels de la radio. Ils inventèrent une radio qui s'inspirait beaucoup des radios privées françaises d'avant guerre et qui mêlait sonneries militaires, commentaires très sérieux et quelquefois ardues, reportages et chansons (la part de musique était toujours très importante). Des scènes de cabaret aussi, d'une fantaisie allègre et des slogans : "Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand" ; et aussi "depuis Strasbourg jusqu'à Biarritz, la radio est aux mains des Fritz". Ou, après un dur bombardement de Londres : "Boum ! Tout sur Londres fait Boum ! Boum ! Boum !" sur un air bien connu de Charles Trenet.

Cet humour et ce courage montrés tant par les Français de Londres que par les Anglais, dans ces mois tragiques de 1940-1941, forcèrent l'admiration des premiers auditeurs du continent qui à partir de septembre 1940 se mirent à écrire des lettres ou des cartes à Jacques Duchesne, au général de Gaulle, ou à la BBC, sans autre mention. A la fin de 1940 ou au début de 1941, la France Libre fut certaine d'avoir une audience en France. On eut le sentiment d'une première victoire psychologique. Preuve supplémentaire de cette victoire, Radio Paris se mit à imiter le style de la radio française de Londres dans l'espoir de mieux la contrer en lançant à son tour des slogans : "BBC ce n'est qu'une sérénade, BBC, serenade sans espoir", ou encore : "Au jardin d'Angleterre les bobards sont fleuris" sur des airs populaires.

Dans l'histoire de la radio française de Londres, la période allant jusqu'en 1942 est celle de la conquête de l'audience et, de la lente persuasion d'un public. L'écoute de la BBC devient,

surtout dans certaines régions (à Paris, en Bretagne, dans le Nord), une réalité habituelle, une drogue pour certains, attestée par de multiples témoignages. L'écoute fut favorisée par deux éléments techniques singuliers. Il y avait en France deux radios, la radio allemande en zone occupée à Paris, qui bénéficiait du grand émetteur d'Allouis, le plus puissant d'Europe et était entendu dans toute la France, et une radio de zone sud, la radio de Vichy qui relevait du gouvernement du Maréchal. Or, dans les premiers mois de l'occupation la radio de Paris cessait ses émissions à 20 heures pour empêcher le guidage des avions anglais, de sorte qu'il y avait un vide radiophonique dont Londres bénéficiait. De plus, la radio de Vichy était peu puissante et elle n'était pas audible dans toute la France ; elle était très mal entendue en Bretagne et dans le Nord, médiocrement en Alsace. Or, le Nord et la Bretagne étaient parmi les régions les plus patriotes, les plus précocement engagées dans la résistance aux Allemands.

A ce moment-là, la radio commença d'être utilisée comme une arme. C'est le général de Gaulle qui en eut un des premiers l'idée. Le 1er janvier 1941, il demanda que les rues de France soient vides pendant une heure. La consigne fut suivie notamment dans le Nord et en Bretagne, nous le savons par les rapports des préfets. Peu après, commença la campagne des "V". C'était une invention des Belges francophones. L'animateur de la radio belge à la BBC avait proposé, au début de l'année 1941, à ses compatriotes le symbole V, comme Victoire, pour symbole de ralliement.

Le 22 janvier 1941, la BBC reçut une carte venant d'un port français de la Manche signalant que de petits V apparaissaient de toute part. La censure avait laissé passer cette carte qui avait traversé toute la France. On fut singulièrement et heureusement étonné à la BBC. En février, des dizaines d'informations concordantes affluèrent. Le 22 mars, la section française lança le mot d'ordre de couvrir les murs de V en l'honneur du roi Pierre de Yougoslavie qui avait refusé de capituler devant les Allemands. La consigne fut instantanément suivie dans les deux zones, tandis qu'à Marseille une manifestation spontanée lançait plusieurs milliers de personnes dans les rues. Le succès fut tel dans les établissements scolaires que le ministre de l'Education nationale adressa des remontrances et des directives très dures à tous les directeurs d'école et proviseurs. En juillet, Berlin ne trouva d'autre moyen, pour mettre fin à cette campagne, que d'adopter à son tour le V, V comme Victoire, symbole de la victoire allemande.

Les unités d'occupation reçurent l'ordre d'arborer sur leurs cantonnements et leurs véhicules de grands V. Les Anglais crurent qu'ils avaient gagné la guerre radiophonique avec le V. C'était un effort excessif. Cela prouvait toutefois que rien ne pouvait arrêter ce que Goebbels appelait "l'invasion intellectuelle du continent par la radio anglaise".

Il y eut d'autres manifestations orchestrées et commandées de Londres, dont les deux plus impressionnantes ont été les manifestations du 1er mai 1942 et du 14 juillet 1942. Il commençait, au printemps 1942, à y avoir des relations radio télégraphiques clandestines avec les mouvements de résistance (qui était la CGT clandestine) c'est de France que le Mouvement

Ouvrier français suggéra de faire une manifestation de masse en zone non occupée le 1er mai 1942. Elle fut orchestrée par la France Libre grâce à la BBC et fut un succès. Mais c'est surtout la manifestation du 14 juillet 1942, également pilotée grâce à la radio de Londres qui fut une opération extraordinaire. Le BCRA avait donné consigne à tous ses agents en France disposant d'émetteurs clandestins de jouer le rôle de correspondants de presse. La radio de Londres put rendre compte dans un délais record des manifestations d'une ampleur considérable qui rassemblèrent plusieurs milliers de personnes à Lyon, à Grenoble, à Marseille (où il y eut des tués), et dans une vingtaine de villes de la zone sud.

Le préfet régional de Marseille écrit à Laval pour dénoncer cette inquiétante capacité qu'à la BBC de diffuser "de plus en plus d'ordres précis, exécutables dans quelques heures et qui dans ces conditions touchent l'opinion à coup sûr". C'est ainsi que le 19 janvier les Marseillais ont été invités à 13 heures par la radio anglaise à se rendre au cimetière Saint-Pierre pour y défilier à 17 heures devant les tombes des victimes tuées le 14 juillet. Et le même préfet avouait son désarroi : "Il ne nous est plus possible d'opposer par voie d'affiches, par la presse et même par la radio des conseils contraires à ceux des agitateurs de Londres". C'était bien la reconquête de l'opinion publique patriote. Ajouter qu'en juillet 1942 il venait d'y avoir Bir Hakeim ; c'était le moment où les Anglais, les Américains, accordaient à la France Libre devenue la France Combattante une reconnaissance diplomatique beaucoup plus large ; les premiers agents clandestins faisaient la navette entre la France et l'Angleterre, la Résistance de zone sud saluait de Gaulle comme son chef. Tous les espoirs semblaient permis.

1942 voit aussi la fin des défaites alliées. Et pourtant cela va être le début d'une grande épreuve pour la France Libre. En novembre 1942, les Américains débarquent en Afrique du Nord, cette victoire crée pour la France Libre une situation difficile qui va se refléter de façon presque dramatique dans le domaine de la radio, au point que l'étroite marge de souveraineté radiophonique que de Gaulle s'était assurée fut sur le point d'être réduite à néant.

Je rappelle les faits : le 6 novembre 1942, un message personnel de la BBC avertit les conjurés gaullistes d'Alger de l'imminence du débarquement américain : "Attention, Franklin Robert arrive".

A Alger, alors que le débarquement a été préparé et facilité par les jeunes sympathisants de la France Libre, l'amiral Darlan est reconnu par les Américains comme chef civil et militaire dans les territoires d'Afrique du Nord. C'est un scandale intolérable pour toute conscience française libre et d'ailleurs pour une très grande partie des alliés anglais et américains. Darlan avait été dénoncé pendant des mois à la BBC comme pro-allemand. On savait qu'il avait collaboré à fond. De Gaulle qui avait été tenu à l'écart des préparatifs du débarquement décida de faire savoir à la France par la BBC qu'il n'assumait aucune responsabilité dans les négociations en cours en Afrique du Nord avec des représentants de Vichy et qu'il ne pouvait pas accepter des dispositions qui auraient pour effet de consacrer le régime de Vichy en Afrique du Nord.

Le gouvernement anglais fut un peu interloqué. Il se donna 24 heures de réflexion. Puis il autorisa la BBC à diffuser ce texte que Schumann lut au micro à la vitesse de dictée. Le 21 novembre, le général de Gaulle prépara une émission beaucoup plus violente qui fut interdite sur décision personnelle de Churchill. Le 3 décembre, il prépara une émission stigmatisant “le quarteron d’hommes qui symbolise la collaboration” ; Churchill refusa qu’on la diffuse. Ce fut l’épreuve de force. Pour de Gaulle, privé de moyens, détesté par Roosevelt, le seul recours était d’en appeler aux opinions publiques et d’abord à l’opinion publique française. Interdit d’antenne, il risqua en supprimant le concours de tous les Français Libres à la BBC, Schumann cessa ses émissions, les postes pseudo-clandestins Radio-Gaulle et France catholique se sabordèrent. Schumann se prépara à partir à Brazzaville pour y faire dorénavant ses émissions.

La seule présence française à la BBC restait celle de Michel Saint-Denis alias Jacques Duchesne qui ne représentait pas les Français Libres. Cependant la radio américaine s’était installée à Alger, l’amiral Darlan gouvernait toutes les radios françaises d’Afrique du Nord, d’Afrique occidentale, de la Guadeloupe et de la Martinique. Un incident supplémentaire aviva l’amertume : le centre d’écoutes radiophoniques de la France Libres capta une émission d’un poste pseudo-clandestin Radio Patrie : ce poste avait été créé en Angleterre à l’insu de la France Libre par les services secrets britanniques, il émettait depuis octobre, il s’adressait à la Résistance. Il avait, derrière le dos de De Gaulle, donné des consignes militaires à la résistance française, soit disant au nom du général de Gaulle et en accord avec les états-majors alliés ! A la veille de Noël 1942, le général de Gaulle est pratiquement réduit au silence et la souveraineté radiophonique est éclatée, morcelée et sous contrôle étranger.

L’assassinat de Darlan permit aux Français Libres de réintégrer la BBC, mais à Alger, le général Giraud, promu “commandant en chef civil et militaire” maintenait en vigueur la loi de Vichy. La radio fut dans cette phase pour de Gaulle un instrument capital : elle lui permit de faire savoir à l’opinion française qu’il se refusait à toute compromission et exigeait dans tous les territoires français le rétablissement de la légalité républicaine. Les Anglais s’y prêtèrent — non sans difficultés — en mai 1943, une émission de De Gaulle fut de nouveau stoppée par décision personnelle de Churchill. C’est seulement en juin 1943, on le sait, que de Gaulle put se rendre à Alger et que l’accord Giraud-de Gaulle scelle la réunification des Forces Françaises et des territoires français dans la guerre. La souveraineté radiophonique française redevint du même

coup une réalité. Tous les postes radiophoniques français hors de France furent réunifiés sous l'égide du général de Gaulle et de son ministre de l'Information Henri Bonnet. Quel chemin parcouru depuis l'hiver noir de 1942 où la seule liaison radiophonique avec la France dont de Gaulle pût être sûr était Brazzaville, poste minuscule qui ne sera vraiment entendu en France qu'à partir du 18 juin 1943 lorsqu'on en fit un grand poste international.

Parallèlement à cette bataille pour la souveraineté radiophonique et pour la légalité républicaine, l'année 1942-43 a vu un autre phénomène important, la structuration des services de propagande et de l'action radiophonique en liaison avec la Résistance. Le gouvernement anglais avait découvert fin 1941 que la radio était une arme trop puissante pour qu'il puisse l'abandonner aux inspirations des journalistes de la BBC qui avaient lancé la campagne des V. Aussi Churchill créa-t-il en 1942 un service secret qui s'appelait P.W.E. (Political Warfare Executive), rattaché au ministère de la guerre économique, coiffé en réalité par le Foreign Office et qui était chargé de diriger la guerre subversive et psychologique en Europe, c'est-à-dire de faire les directives et de piloter l'action politique de la BBC, en liaison avec les services secrets d'action. De Gaulle créa à son tour au début de 1942, un comité exécutif de propagande qui devait semaine après semaine réfléchir aux orientations à donner car à mesure que la Résistance se durcissait, qu'elle devenait militante, que les enjeux étaient plus graves pour les Français, les responsabilités de ceux qui parlaient à la France devenaient plus lourdes. Le comité exécutif de propagande, dont je fus le secrétaire fonctionnaire jusqu'à la Libération. Il se réunissait chaque semaine sous l'autorité de Georges Boris qui avait été le directeur de Cabinet de Léon Blum et qui était à Londres directeur politique du commissariat à l'Intérieur ; il fut un conseiller très précieux pour le général de Gaulle avant de devenir l'éminence grise de Mendès-France. Maurice Schumann y participait bien entendu, de même qu'en 1942-43 Jacques Soustelle et Jacques Bingen, qui y représentaient la BCRA.

Ce comité fut largement ouvert à tous les chefs de la Résistance française, à Londres. Ainsi d'Astier, Jean-Pierre Lévy, Frenay, les Aubrac, Pierre et Gilberte Brossolette, Grenier y participèrent. Le comité représentait toutes les tendances de la France Libre et de la Résistance, il définissait les orientations à donner. La BBC devient alors un instrument de combat et l'on peut vraiment parler de stratégie radiophonique et de batailles radiophoniques. Celles-ci s'échelonnèrent en trois grandes phases : la bataille du STO, la bataille des maquis, la bataille de la Libération. La bataille du STO, c'est-à-dire contre le service du travail obligatoire en Allemagne commença le 22 juin 1942. C'est ce soir là que Laval dit à Radio Paris : "Je souhaite la victoire de l'Allemagne". Une demi heure plus tard, de Londres, Schumann riposte en affirmant que Laval s'est mis hors de la communauté française. La bataille radiophonique pour le refus du travail en Allemagne fut un grand succès, elle rallia la paysannerie française à la résistance.

La bataille de soutien au maquis fut plus difficile et Londres ne s'y engagea pas sans scrupules. En effet, à l'époque, la Résistance n'avait aucun matériel, que ce soit des armes, des couvertures, ou des chaussures. Cependant, c'est la Résistance intérieure qui imposa à Londres de soutenir les maquis et de pousser les jeunes à y aller. Cela correspondait tout à fait à l'instinct du général de Gaulle qui le souhaitait. La France Libre a donc commencé à faire

l'apologie des maquis en insistant sur leur action héroïque ; au contraire Philippe Henriot à Radio-Paris et à Paris Vichy soutenait que les maquisards étaient des terroristes et des assassins. Et de citer des exemples, dont quelques-uns étaient hélas véridiques. La bataille des Glières, dont l'épilogue fut sanglant a été le point culminant de la bataille radiophonique de soutien aux maquis. Elle a donné lieu à toute une série de joutes radiophoniques entre Henriot et Schumann, Henriot soutenant que ces jeunes maquisards étaient un ramassis de brigands, Schumann révélant que le chef des Glières était un officier de Saint-Cyr, décoré de la Légion d'honneur et rappelant que les hommes des Glières étaient l'honneur de la France.

La bataille radiophonique pour les maquis aura été d'une importance capitale et il faut voir son véritable objectif : il ne s'agissait pas tant d'attirer des milliers de jeunes dans les maquis que d'assurer aux maquis la sympathie, la connivence et le soutien de la masse de la population, indispensables pour qu'ils puissent durer.

La troisième grande bataille radiophonique pilotée par la France Combattante fut celle de la Libération. Je rappelle que de Gaulle disposait de deux moyens de communiquer en vue de l'action avec la France occupée : par les postes émetteurs récepteurs dont étaient alors équipés les mouvements et les chefs de réseaux et responsables militaires ; c'est par cette voie que la Résistance organisée recevait ses ordres ; et d'autre part grâce à la BBC qui s'adressait à l'opinion française dans son ensemble et aux patriotes non organisés. Le rôle de la BBC, appuyée par Radio Alger est de faire que la solidarité nationale soit une réalité, mais en même temps d'éviter que des coups d'enthousiasme n'emportent les patriotes à des actions locales inconsidérées.

Le général de Gaulle avait proclamé dès 1943 que la libération nationale devait être inséparable de l'insurrection nationale. L'idée avait été peu appréciée des Alliés : ils interdirent pendant un an l'expression "l'insurrection nationale" sur les ondes de la BBC : en réalité, ils n'en voulaient pas, car ils craignaient qu'elle ne provoque des représailles sanglantes de la part des Allemands, en tout cas des actions non contrôlées et peut être la prise de pouvoir par les communistes dans certaines régions de France. Or, le général de Gaulle tenait à l'insurrection nationale, il voulait que le pouvoir soit pris en France par les résistants avant l'arrivée des Alliés. Dans son esprit, l'action militaire de la Résistance devait comporter deux phases : une phase d'opérations sur des objectifs clairement définis, effectuées par des réseaux ou des maquis solidement encadrés et agissant de concert avec le commandement allié, puis dans un deuxième temps, "l'insurrection nationale" proprement dite, qui devait se produire par la prise du pouvoir locale 48 heures avant l'arrivée des Alliés. Au contraire, une large portion des mouvements et le PC voulaient une insurrection nationale généralisée éclatant le jour du débarquement.

La formule de conciliation fut définie par Georges Boris et approuvée par le général de Gaulle dans les termes suivants : l'insurrection nationale doit avoir lieu, mais elle doit se faire par étapes, elle doit être disciplinée et commandée. Elle ne doit pas avoir lieu au même moment dans toutes les régions de France, elle doit donc être échelonnée et différente selon les régions. Georges Boris réussit à faire adopter ce point de vue par les Anglais dix jours avant le débarquement. Il réussit ensuite à le faire accepter par Waldeck Rochet, représentant à Londres du PC. Waldeck Rochet consentit à ne pas donner de consignes d'insurrection générale le jour du débarquement.

Ainsi, pendant la période de juin à août 1944, l'insurrection nationale fut pilotée de deux façons : clandestinement par les postes émetteurs qui nous réunissaient aux réseaux, aux chefs des maquis ou aux groupes d'action qui encadraient l'action militaire, et d'autre part, de façon publique par les émissions françaises de la radio de Londres. Celles-ci étaient faites dans cette période sous condominium politique franco-anglais, toutes les émissions étant contrôlées conjointement par les Français et les Anglais. Un représentant officiel du comité français de la libération nationale, André Gillois s'était installé à cet effet dans les locaux de la BBC : tantôt ces émissions poussèrent à l'action, tantôt au contraire elles mirent un frein à des actions prématurées ou irréfléchies. L'insurrection nationale proprement dite fut annoncée successivement pour toute la région au sud de la Loire, pour les Alpes, pour Lyon, pour Paris, enfin pour l'ensemble de la France. Et le jour de la libération de Paris, la radio de Londres pu retransmettre les cloches de la capitale sonnante pour célébrer la libération.

Que de chemin parcouru depuis l'acte radiophonique isolé du 18 juin 1940. La radio n'avait pas été seulement le lien entre les Français Libres et les Français captifs, le véhicule de la foi et de l'espérance, elle était devenue peu à peu un des instruments de la Libération, dans le cadre d'une politique radiophonique complexe, à la fois hardie et prudente, contrôlée et inspirée par le général de Gaulle, exécutée avec une exceptionnelle maîtrise en consultation démocratique avec les représentants de la Résistance. Je ne suis pas sûr que la radio de Goebbels ait beaucoup contribué à la défaite de la France en 1940. Nul ne peut douter en revanche que l'acte radiophonique du 18 juin, et que l'action radiophonique menée par de Gaulle ou sous l'égide de De Gaulle de 1940 à 1944 avec le concours des Britanniques aient apporté une contribution décisive au redressement national et, par delà la Libération à l'image que les Français se sont fait désormais d'eux-mêmes.